

Toute frontière est guerre, Toute frontière est prison

Toute frontière est imposée. Le pouvoir définit par la force l'étendue de son territoire, déterminant au passage qui a le droit d'y résider ou non. De là, il n'y a pas de « bonne » gestion des migrations (et nous n'en voulons aucune) mais un arbitraire qui se maintient et évolue en fonction des époques et selon les intérêts des puissants.

Celle où nous vivons est marquée par un contexte de guerres et de conflits armés généralisés aux quatre coins de la planète, toujours alimenté-es par les Etats en place et des forces concurrentes qui veulent le pouvoir et le contrôle sur les populations et les richesses de tel ou tel territoire. Ces conditions forcent des millions de personnes à fuir les régions où elles habitent afin de survivre, chercher une vie meilleure et plus de liberté.

Les autorités européennes ont adapté et élargi leurs dispositifs répressifs ces dernières années afin de garder le contrôle suite aux déplacements forcés de populations. Suite aux expulsions successives de campements à Calais et à Paris, l'Etat a multiplié les structures différentes (CRA, camps temporaires, CAO, PRAHDA...), adaptées au tri, à l'isolement et aux expulsions des migrant-es jugé-es indésirables, afin de briser tout point de fixation et toute possibilité d'auto-organisation. En parallèle, les dispositifs Dublin sont régulièrement renouvelés et durcis, et les Etats européens externalisent la gestion des frontières par des accords avec la Turquie et la Libye dans le but de stopper les personnes en amont. Plus récemment, le gouvernement a annoncé l'augmentation de la durée de rétention, portée de 45 à 90 jours, ainsi qu'un probable plan de construction de nouveaux centres de rétention. A la clé : la machine à enfermer et à expulser étend ses filets et complexifie non seulement son fonctionnement, mais aussi les manières de s'y opposer.

Face à cette infâme chasse aux personnes migrantes, de nombreuses initiatives ont cherché à contrer l'isolement et les dispersions, notamment en ouvrant et occupant collectivement des lieux pouvant être des étapes aidantes sur des parcours, notamment dans les Hautes-Alpes, voie de passage plus fréquente depuis que les autorités ont verrouillé la frontière à Vintimille et rendu plus difficile les passages par la vallée de la Roya.

Il n'est pas rare non plus que les frontières soient forcées, comme à Ceuta et Melilla (Maroc/Espagne) ou à Calais, que des révoltes éclatent dans les centres de rétention ou que des personnes parviennent à s'en évader, que des protestations viennent déchirer le masque humanitaire des « centres d'accueil » pour montrer leur véritable fonction : celle de toute prison.

A Marseille dernièrement, les rafles se sont succédé dans certains quartiers pris pour cible par la police, rejoignant en cela les velléités de la mairie de « nettoyer » le centre-ville pour faire place nette aux touristes et autres bourgeois. La **RTM** (régie des transports marseillais) a elle aussi pris sa part dans des opérations de contrôle qui peuvent amener les personnes prises en garde-à-vue, voir en centre de rétention.

De fait, la machine à expulser, allant des arrestations à l'expulsion en passant par l'enfermement, compte de multiples étapes auxquelles participent nombre d'acteurs : la **PJJ** (protection judiciaire de la jeunesse) qui gère les Établissements Pénitentiaires pour mineurs (EPM) dans lesquels atterrissent nombre de mineurs isolés étrangers arrêtés par les flics. L'**Addap 13**, qui se targue d'assurer le repérage et la gestion de ces mineurs pour le compte du Département. **Adoma** qui gère les centres de tri dans le cadre du PRAHDA (programme d'accueil et d'hébergement de demandeurs d'asiles). Mais aussi **Bouygues**, qui a construit le CRA du Canet et qui se partage sa gestion avec d'autres boîtes comme **Vinci** (GTM Multiservice), **Défi Restauration...**, ou encore la **SNCF** qui n'hésite pas à refouler des personnes hors des trains et/ou à les balancer aux flics.

Une des nombreuses manières d'enrayer la mécanique des expulsions pourrait être de diffuser une hostilité contre ces participants, qui se retrouvent d'ailleurs dans d'autres domaines contribuant à façonner ce monde : outils de surveillance, autoroutes et aéroports, centrales nucléaires, palais de justice et prisons...

Si nous refusons de rester passif-ves et de contempler l'oppression en spectateur-trice-s désabusé-es, c'est bien parce que nous vomissons toute la domination et l'exploitation auxquelles l'Etat et le capitalisme veulent nous contraindre.

Ce que nous refusons pour nos vies, nous le refusons également pour d'autres.

Nous voulons nous battre pour notre liberté, et c'est dans ce combat que peuvent se tisser des complicités détonantes.

Affûtons notre rage pour abattre les frontières, les Etats, et ce qui leur permet d'exister !

Liberté pour toutes et tous !